

Courbevoie, le 21 mars 2014

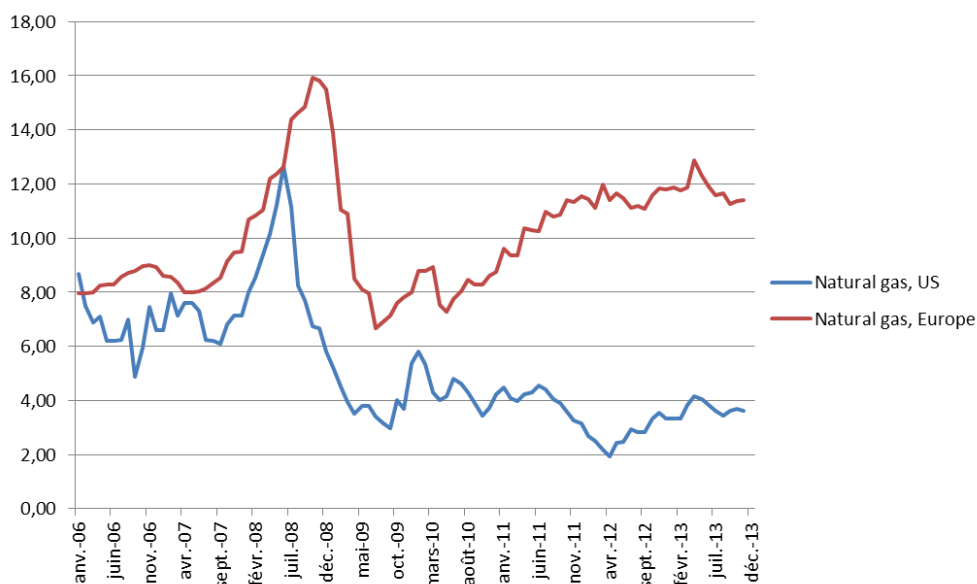
**Objet : Consultation publique relative à la création d'une place de marché gaz unique en France en 2018. Contribution de BOREALIS CHIMIE.**

## Présentation de BOREALIS CHIMIE SAS

BOREALIS est le premier producteur français de fertilisants azotés, et emploie en France environ 800 personnes. Il dispose de trois usines de production implantées à Grand Quevilly près de Rouen, à Grandpuits en Seine-et-Marne et à Ottmarsheim près de Mulhouse. Chaque usine dispose d'une unité d'ammoniac ; l'hydrogène nécessaire à la production provient du gaz naturel, et chaque usine est alimentée par le Point d'Echange Gaz (PEG) Nord.

L'industrie des fertilisants est l'un des secteurs les plus sensibles au prix du gaz. En effet, le gaz naturel représente 80% des coûts variables de la production d'ammoniac. Le prix du gaz naturel est donc un élément clé pour la compétitivité de nos trois usines.

Nos usines sont gazo-intensives. Elles sont donc fortement exposées à la concurrence internationale, particulièrement à celle émanant d'entreprises situées dans des pays dans lesquels le prix de l'énergie est bon marché. **De plus, depuis 2008, le prix du gaz aux Etats-Unis s'est décroché du prix européen, et a chuté pour se situer au tiers du prix pratiqué en France.** Grâce à cette chute des prix, les entreprises situées aux Etats Unis et au Canada sont en situation de développer leur production d'ammoniac.



*Historique des prix du gaz 2006-2013 (source : World Bank Commodity Price Data, prix en \$ / mmbtu)*

### Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöry ?

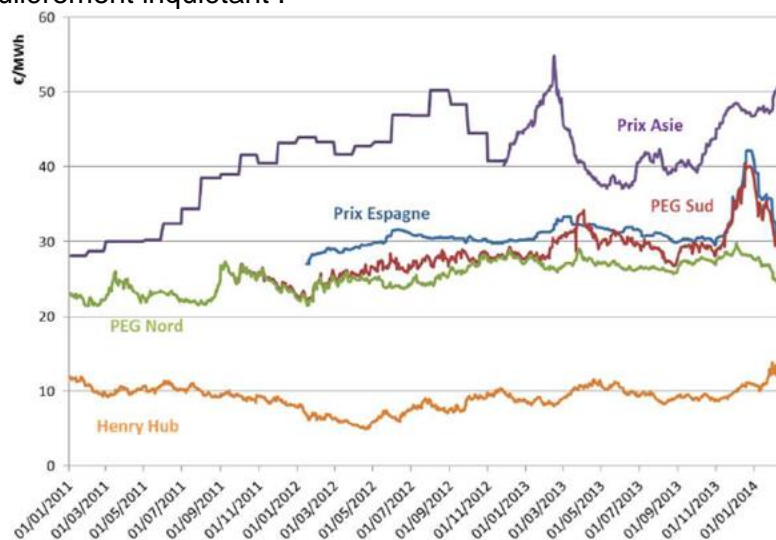
BOREALIS est en phase avec l'analyse de la CRE. Comme l'UIC, BOREALIS estime que les pouvoirs publics français et européens constitueront des acteurs majeurs sur le marché du gaz. Le scénario « Tomorrow as Today » qui nous est présenté ne permet nullement d'anticiper ce que sera la situation dans les vingt prochaines années, et en particulier, il ne permet pas d'affirmer que nous assisterons à l'émergence d'un « Golden Age of Gas ».

Les scénarios de l'étude ont estimé le spread moyen Nord/Sud en France à 1,61 €/MWh. Mais les enchères actuelles donnent plutôt à penser que ce spread est en réalité de l'ordre du double, ce qui augmente mécaniquement les gains considérés.

Concernant la VAN, malgré l'absence d'analyse quantitative, nous ne devons pas perdre de vue que les gains et les pertes liés au prix du gaz ne sont pas seulement directs : des emplois directs et indirects dans les industries gazo-intensives peuvent être menacés. **Il faut donc intégrer dans nos calculs le risque qui pèse sur ces emplois et envisager l'impact de leur disparition sur l'activité économique française.** Ce calcul est complexe, mais il faut garder à l'esprit que les sommes en jeu sont très importantes pour la France. Dans les régions, déjà fragilisées au plan économique, **tout arrêt d'unité d'ammoniac est irréversible, compte tenu des montants nécessaires aux investissements et au maintien des compétences.**

### Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöry au niveau de la France ?

BOREALIS, comme l'UIC, considère que les consommateurs gazo-intensifs ont besoin d'un prix du gaz le plus compétitif possible avec les Etats-Unis et le Nord de l'Europe. Or, le prix de la zone Sud dépend de celui du GNL, lui-même harmonisé avec les prix en Asie, et subit un décrochage vers le haut particulièrement inquiétant :



Évolutions du prix du gaz depuis le 01/01/2011 (source : CRE)

**Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats de l'étude Pöyry au niveau de l'Europe ?**

Il ne faut pas perdre de vue que pour que la liquidité du marché du gaz doit être assurée, il faut disposer de capacités adaptées pour assurer la fluidité physique du gaz. BOREALIS considère que la compétitivité des offres de marché gaz et la rentabilité des investissements nécessaires pour se raccorder à de nouvelles sources seraient améliorées par un marché homogène en Europe, sans blocage physique. Il est favorable à l'idée émise par l'UIC de renforcer l'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel par le Nord Stream.

Comme le souligne l'UIC, le marché espagnol et le marché en zone Sud sont très bien interconnectés, ce qui entraîne une homogénéité des prix (voir graphe de la page précédente). En revanche, la liaison entre le Nord et le Sud ne fonctionne pas correctement. C'est la justification du projet « Val de Saône ». Les pays connectés aux zones du Sud de la France (comme l'Espagne et le Portugal) bénéficieront pleinement de ce dégoulottage ; il serait donc tout à fait pertinent de les faire participer aux investissements. Il pourrait être envisageable, par exemple, de faire supporter à ces pays une partie du financement nécessaire. Celle-ci pourrait être répercutée dans les tarifs et le prix des capacités d'interconnexion internationales.

**Question 4 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?**

La plus grande partie du gaz qui approvisionne l'Europe provient de la zone Nord – et l'exploitation des gaz de schiste en Angleterre et en Pologne laisse penser que cette situation perdurera dans le temps. Le désengorgement physique reste la seule solution à long terme et les projets Val de Saône et Gascogne-Midi, qui sont stratégiques, doivent être menés au plus tôt. La France bénéficierait, grâce à ces investissements, de zones fusionnées et d'une circulation du gaz fluide. Elle pourrait ainsi renforcer son rôle de plaque tournante (transit de gaz) entre Nord et Sud de l'Europe et bénéficierait d'un avantage stratégique lui permettant de rentabiliser ces investissements sur le long terme.

BOREALIS, comme l'UIC, est a priori favorable à solliciter un financement européen si cela ne retarde pas le chantier.

En ce qui concerne la fusion des marchés en une place unique pour 2018, il est indispensable d'avoir préalablement résolu le problème du dégoulottage pour éviter toute spéculation.

**Question 5 : Etes-vous favorable à la fusion anticipée des zones Nord et Sud avant la mise en service des investissements de décongestion ?**

BOREALIS estime que si la fusion est anticipée, elle doit se faire **sans réduire la compétitivité des entreprises gazo-intensives de la zone nord**, et en particulier celle des producteurs d'ammoniac.

**Question 6 : Selon vous, une telle fusion doit-elle être fondée uniquement sur des achats de gaz dans le sud par les GRT ou doit-elle s'appuyer sur des obligations de flux de GNL ? Dans ce dernier cas, quel type d'obligation préconisez-vous ?**

BOREALIS souhaite, comme l'UIC, l'application du principe d'optimum économique dans le cadre de l'annulation du différentiel. Il ne s'agit pas de faire porter à tous les consommateurs, en particulier les sites gazo-intensifs, un surcoût lié à des achats de GNL non maîtrisés.

Pour que la fusion des marchés soit réalisable sans rupture d'approvisionnement et à moindre coût, BOREALIS, comme l'UIC, demande :

1. la mise en place **d'une obligation d'approvisionnements fréquents en GNL en zone Sud** (« flow commitment »), pour les Obligés de Service Public de gaz jusqu'à la fin de la décongestion physique. Cette obligation pourrait faire l'objet d'un décret en Conseil d'Etat, à réaliser avant le 1er juillet 2014. Ces flow commitments pourraient en partie consister en achats de gaz hors zone Europe, ou en un « pont de GNL » entre Montoir et Fos pour compléter l'interconnexion Nord-Sud ;
2. **l'utilisation renforcée des stockages stratégiques** opérés par GRTgaz pour stabiliser notamment la hausse du différentiel en hiver, et pour se prémunir de volatilités potentielles du cours du GNL ;
3. **la rémunération de l'effacement de consommation de gaz** aux acteurs sur le PEG Sud. Celle-ci ferait l'objet d'appels d'offre et permettraient à GRTgaz de ne pas recourir systématiquement à de coûteux approvisionnements par GNL dans le Sud.
4. **une réduction des tarifs de transport de gaz aux gazo-intensifs**, afin de soutenir les entreprises industrielles dans leur déficit de compétitivité par rapport aux Etats-Unis. Les gazo-intensifs sont des consommateurs ayant un profil non-thermosensible : ils consomment toute l'année. Dès lors, **ils ne surdimensionnent pas le réseau pour satisfaire la surconsommation hivernale des consommateurs saisonniers**. Cette régularité de la consommation industrielle tout au long de l'année doit être valorisée au mieux dans leur tarif de transport, dans l'application du code de l'énergie et du droit européen. Cela permet de donner des atouts aux industriels affectés par la concurrence sévère avec les Etats-Unis où le prix du gaz est 3 fois moins cher.
5. **Que ce dispositif soit financé via une péréquation des marchés du gaz :**
  - dans les tarifs de transport et de distribution ;
  - dans les tarifs et prix des capacités d'interconnexion internationales afin de faire porter l'effort sur les exportateurs de gaz vers les pays connectés aux zones du Sud de la France (Espagne, Portugal, Suisse, Italie) qui bénéficieront pleinement de cette fusion.

Nous estimons que le coût d'un milliard d'euros par an peut ainsi être significativement diminué par un appui aux consommateurs gazo-intensifs en valorisant l'effacement de consommation en zone Sud. Les industriels sont prêts à faire un effort structurel pour accélérer significativement la fusion Nord / Sud à moindre coût. Mais il est nécessaire que les autres consommateurs, thermosensibles et profitant des efforts réalisées, soient ceux qui portent au premier chef les coûts.

**Question 7 : Etes-vous favorable à la commercialisation par GRTgaz de capacité Nord vers Sud supplémentaires jusqu'en 2018, sur la base d'outils contractuels ? Etes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE ? Si non, quels seraient selon vous les outils les plus adéquats ?**

Le taux moyen de disponibilité de la capacité Nord-Sud est, selon l'analyse de l'UNIDEN, de 72% en considérant les capacités interruptibles. Il y a donc encore un levier d'action pour augmenter la disponibilité de la liaison Nord-Sud et la rémunérer convenablement.

Le mécanisme proposé par la CRE ne correspond pas à une fusion des marchés, ni à une construction des éléments proposés en réponse à la question 6. BOREALIS, comme l'UIC, estime que, si cette solution peut être mise en place rapidement, elle peut être déployée à l'essai. Toutefois, BOREALIS n'est pas opposé à la mise en place de ce mécanisme, sous réserve d'une part qu'il permette effectivement de stimuler les flux physiques de GNL à moindre coût et de réduire l'écart Nord/Sud, et d'autre part que la mise en place de cette solution se fasse à l'essai en laissant, après une phase de test dont la durée resterait à déterminer, la possibilité qu'il y soit mis fin

**Question 8 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre des outils envisagés par la CRE pour éviter l'apparition de la congestion sud-est ?**

Comme le souligne l'UIC, la priorité doit être de décongestionner la zone Sud en obligeant l'Espagne à s'approvisionner en GNL. Sous certaines conditions, et en particulier si l'Espagne ne participe pas au financement des travaux de dégoulottage, il doit être possible de réduire les transferts vers l'Espagne par la connexion TIGF-Espagne.

**Question 9 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?**

BOREALIS demande que les orientations envisagées se fassent sans pénaliser les sites gazo-intensifs de la zone Nord.

**Question 10 : Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?**

Pas de remarque complémentaire.

Rédigé par B WALLE Energy Manager

*Borealis membre UIC et UNIDEN*